



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de
Loire

Blois, le

22 MARS 2017

Unité départementale de Loir-et-Cher

RECAM SONOFADEX

6 rue de l'Industrie
41600 - NOUAN-LE-FUZELIER

Mise à jour de la situation administrative
Proposition de prescriptions

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(BEAT)

Copies :

- DREAL Centre (SEIR)

Pièce jointe :

- Projet de prescriptions

Le présent rapport a pour objet de mettre à jour la situation administrative du site exploité à NOUAN-LE-FUZELIER par la société RECAM SONOFADEX suite à l'arrêt de plusieurs activités soumises à autorisation.

I CONTEXTE

I.1 Présentation du site

La Société RECAM SONOFADEX bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation N° 2012-065-0003 délivré le 5 mars 2012 pour l'exploitation d'installations de broyage de pneumatiques usagés et d'entreposage de pneumatiques neufs et d'équipements automobiles sur le territoire de la commune de NOUAN-LE-FUZELIER

Le site exploité par RECAM SONOFADEX a connu diverses activités industrielles depuis la fin du XIX^{ème} siècle : fabrication d'allume-feux et entreposage de charbon jusqu'aux années 1950, puis activités liées au secteur de l'automobile, notamment fabrication de caravanes. La société RECAM SONOFADEX reprend l'exploitation du site en 1975 pour la fabrication de pièces pour l'automobile afin de fournir les 120 magasins qu'elle a gérés au plus fort de son activité. Diverses activités s'ajoutent au fil des années (rechapage de pneumatiques, fabrication de batteries au plomb jusqu'à 2002...). En 2006, un incendie détruit l'un des principaux bâtiments. Celui-ci est reconstruit sous la forme de 3 nouveaux entrepôts implantés au sud du site. Cette modification fait l'objet d'une nouvelle autorisation délivrée en 2012.

Le site d'une superficie de 17 ha est implanté en zone industrielle sur la commune de NOUAN-LE-FUZELIER en bordure de la voie ferrée Paris-Toulouse. Les différents bâtiments sont positionnés suivant un axe nord-sud. On observe la présence de lotissements d'habitation en bordure nord-ouest du site et à l'est, de l'autre côté de la voie ferrée. On relève également en bordure ouest du site la présence des installations de transit de déchets non-dangereux exploitées par le SMICTOM de Sologne sur le site d'un ancien incinérateur d'ordures ménagères.



I.2 Contexte de la demande

La société RECAM SONOFADEX connaît d'importantes difficultés à partir de 2012, conduisant à la fermeture de nombreux magasins et surtout à une réduction rapide des activités exercées sur le site, coïncidant avec le licenciement de la plupart des employés du site. A ce jour, seuls restent une dizaine d'employés sur 300, essentiellement dévolus aux tâches administratives liés à la gestion des 17 magasins

restants et de la principale activité actuelle de la société RECAM SONOFADEX, à savoir la location des murs des anciens magasins. La société RECAM SONOFADEX est toujours en redressement judiciaire.

Les seules activités susceptibles de relever de la nomenclature des installations classées subsistant sur le site sont le transit de batteries usagées collectées dans les divers magasins encore en fonctionnement et l'entreposage de certaines pièces détachées.

Les inspections réalisées en 2015 ont cependant permis de constater la présence de déchets dangereux (huile moteur, filtres à huile, aérosols) et non-dangereux (pneumatiques, poudrette issue du broyage de pneumatiques) en quantité très supérieure aux maxima autorisés par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 et depuis une durée supérieure aux 12 mois prévus par cet arrêté. L'exploitant a donc été mis en demeure par arrêté du 25 février 2016 de procéder à l'évacuation de ces déchets. Une inspection réalisée le 13 janvier 2017 a permis de constater l'évacuation de la totalité des déchets dangereux.

On notera enfin que depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012, le site a fait l'objet de plusieurs inspections en 2012, 2013 et 2015. Outre la problématique liée au maintien d'importantes quantités de déchets sur le site suite à l'arrêt de certaines activités, de multiples non-conformités avaient été relevées, dont certaines portaient sur les activités aujourd'hui à l'arrêt.

II SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

Suite à la cessation de la plupart des activités du site, l'exploitant a sollicité par plusieurs courriers en date du 15 décembre 2015 et du 9 février 2016 la prise en compte au plan administratif de l'évolution du site, en vue d'obtenir la levée de certaines non-conformités.

A cet égard, l'inspection des installations classées a notamment proposé à Monsieur le préfet dans un rapport en date du 16 décembre 2015 de surseoir à l'application de sanctions consécutives au non-respect d'un arrêté de mise en demeure portant sur les bâtiments abritant les activités de broyage et de rechapage des pneumatiques. Cette proposition faisait suite au constat par l'inspection de l'arrêt de ces activités lors de sa visite du 3 décembre 2015.

II.1 Evolution du classement des activités exercées sur le site

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'arrêt complet de l'activité industrielle du site de NOUAN-LE FUZELIER par courrier du 20 juin 2014. L'activité de rechapage des pneus est quant à elle officiellement à l'arrêt depuis le 06 août 2013 (courrier de la société RECAM SONOFADEX).

Suite à l'inspection du 3 décembre 2015 et à un courrier du 15 décembre 2015, il apparaît que la seule activité relevant encore de la nomenclature des installations classées est le transit et regroupement de batteries (rubrique 2718, transit et regroupement de déchets dangereux).

Le site serait également susceptible de relever des rubriques 1510 et 2663-2 mais il n'atteint pas le seuil de classement. Le classement des installations maintenues sur le site s'établit donc comme suit :

N° rubrique	Intitulé	Régime	Capacité
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	A	Batteries : 25 t
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	NC	Pièces détachées automobiles représentant 124 t de matière combustible
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m³.	NC	Pneumatiques : 300 m³

Ce classement est établi par l'exploitant dans son courrier du 16 janvier 2017.

II.2 Cessation partielle d'activités

Afin d'entériner le nouveau classement du site, il est nécessaire de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité pour les installations placées à l'arrêt. Ainsi, en application du point II l'article R. 512-39-1

du Code de l'environnement, l'exploitant a communiqué à Monsieur le préfet les mesures prises en vue de la mise en sécurité du site. Rappelons que « ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. »

Ces informations ont été fournies dans un courrier en date du 16 janvier 2017. Elles sont reprises ci-dessous.

II.2.1 Évacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site

Les bâtiments concernés par le périmètre de la cessation d'activité n'abritent plus de produits dangereux. Des déchets sont encore présents au niveau des espaces de stockage extérieurs (environ 20 big-bags soit 40 m³ de poudrette et environ 100 m³ de pneumatiques). Des big-bags contenant de la poudrette sont également présents au niveau des bâtiments J1 (20 big-bags soit environ 40 m³) et D (environ 30 big-bags soit 60 m³). On note également la présence récurrente d'environ 100 m³ de pneumatiques usagés dans le bâtiment D.

L'exploitant s'est engagé à évacuer ces déchets avant le 1^{er} juillet 2017.

II.2.2 Interdictions ou limitations d'accès au site

L'ensemble du site est clôturé. Les bâtiments n'abritant plus d'activité sont verrouillés et placés sous alarme.

La visite d'inspection du 15 décembre 2016 a permis de constater par sondage la présence d'une clôture et le fonctionnement effectif du système d'alarme pour les bâtiments visités (D, J1, J2, J3).

II.2.3 Suppression des risques d'incendie et d'explosion

La plupart des bâtiments inutilisés sont vides ou abritent peu de matières combustibles, à l'exception notable des bâtiments J1, J2 et J3, antérieurement exploités comme entrepôts de pneumatiques. Il reste une faible quantité de pneumatiques dans le bâtiment J2 (quelques dizaines de mètres cubes) et une quantité plus importante dans le bâtiment J3 (plusieurs centaines de mètres cubes). Le bâtiment J1 est celui qui contient le stockage le plus important, de l'ordre de 5000 m³. Les pneumatiques entreposés dans ces bâtiments sont des pneumatiques neufs ou rechapés et ne constituent pas des déchets.

L'exploitant procède à leur évacuation progressive en les revendant pour l'essentiel à vil prix. Il s'est engagé à finaliser cette opération avant le 31 décembre 2017.

II.2.4 Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Le site fait déjà l'objet d'une surveillance des eaux souterraines prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mars 2012. Des analyses sur les puits particuliers situés à proximité du site ont été prescrites mais pas encore réalisées ; seul un accord de principe des propriétaires a été obtenu en 2016 par l'exploitant.

Plusieurs diagnostics de sols ont été réalisés, un plan de gestion a été mis en œuvre sur un fossé bordant le site, et un autre prescrit pour 4 sources de pollution identifiées. La bonne mise en œuvre du plan de gestion du fossé Est n'a toutefois pas pu être vérifiée à jour et le plan de gestion des 4 sources de pollution identifiées n'a jamais été réalisé.

III AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

III.1 Sur la cessation d'activité partielle du site

Le courrier transmis le 16 janvier 2017 par l'exploitant en vue de compléter les courriers du 9 février 2016 notifiant la cessation d'activité des installations de broyage et de rechapage de pneumatiques comprend l'ensemble des éléments requis au point II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement. L'inspection propose donc à Monsieur le préfet d'acter la cessation d'activités susmentionnée et d'encadrer la mise en sécurité du site par des prescriptions fondées sur les engagements de l'exploitant :

- Évacuation et gestion des déchets (hors activité de transit de batteries usagées) avant le 30 juin 2017 ;
- Évacuation de la totalité des matières combustibles avant le 30 juin 2017 ;

- Maintien de la surveillance des eaux souterraines ;

Il est également nécessaire de veiller à ce que l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage industriel du site. Cet aspect est développé dans la partie IV du présent rapport.

III.2 Sur l'évolution du classement du site

Les éléments remis permettant d'encadrer la cessation d'activité partielle du site, il est proposé à Monsieur le préfet d'acter l'évolution de la situation administrative du site qui ne compte dorénavant plus qu'une seule activité relevant de la législation applicable aux installations classées. Toutefois, le stockage de pneumatiques neufs au niveau des bâtiments J1, J2, J3 ne peut être déclassé avant d'avoir été réduit de façon à passer sous le seuil de la déclaration. Pour cette raison, il est proposé de maintenir dans le projet d'arrêté préfectoral cette installation. Afin de prendre en compte la déclaration de cessation d'activité de cette installation, un paragraphe complémentaire a été inséré. Ce paragraphe comporte notamment :

- L'interdiction d'admettre de nouveaux pneumatiques dans les bâtiments J1, J2, J3
- L'obligation d'évacuer l'ensemble des pneumatiques avant le 1^{er} janvier 2018

Le classement du site s'établit donc ainsi :

N° rubrique	Intitulé	Régime	Capacité
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t .	A	Batteries : 25 t
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	NC	Pièces détachées automobiles représentant 124 t de matière combustible
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10000 m ³ , mais inférieur à 80000 m ³ .	E	Pneumatiques bâtiment G : 300 m ³ Pneumatiques bâtiments J1, J2, J3 : 40170 m ³

Les activités amenées à subsister à terme sur le site sont ainsi essentiellement logistiques : entreposage et expédition de pièces détachées automobiles et de pneumatiques neufs, transit et regroupement de batteries usagées. Ces activités sont regroupées dans le bâtiment G. Il est donc proposé de réglementer par arrêté préfectoral complémentaire l'activité de transit et de regroupement des batteries. Certaines prescriptions portant sur le bâtiment G réglementeront donc par connexité les installations non classées. Ces prescriptions sont fondées sur celles prévues par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 pour le transit de batteries usagées et l'activité d'entreposage exercée dans le bâtiment G.

IV GARANTIES FINANCIÈRES

IV.1 Présentation du dispositif

Les installations autorisées au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées relèvent de l'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui soumet certaines catégories d'installation à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif depuis le 1er juillet 2012. Cette disposition vise à se prémunir contre une éventuelle insolvabilité de l'exploitant pour réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.

L'obligation de constitution des garanties financières ne s'appliquent toutefois pas, dans le cas des installations relevant de l'alinéa 5 de l'article R.516-1 du code de l'environnement, si leur montant est inférieur à 100 000 €.

IV.2 Proposition de l'exploitant

Dans son courrier du 16 janvier 2017, l'exploitant formule une proposition de calcul qui conclut à un montant de garantie financière de 74700 euros. Cette proposition s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- Les seuls déchets ou produits dangereux à gérer en cas de cessation d'activité sont les batteries ; leur valeur intrinsèque permet de fixer le coût de leur gestion à 0.
- L'interdiction d'accès au site considère le seul bâtiment G auquel ont été ajoutées les voiries et la réserve incendie. La clôture existe pour partie en bordure ouest de l'actuel site RECAM. Seule la partie à créer en cas de cessation d'activité a été prise en compte.
- La surveillance des effets de l'installation sur les milieux est prise en compte sur la base de la surface du site défini au point précédent (2,3 ha) et des 7 piézomètres existants.

IV.3 Avis de l'inspection des installations classées

Le calcul du montant des garanties financières transmis par l'exploitant comprend l'ensemble des éléments requis par l'arrêté du 31 mai 2012. Les hypothèses retenues semblent acceptables dès lors que les opérations de mise en sécurité du site lié à sa cessation d'activité partielle sont bien réalisées. Ce point fera l'objet d'un suivi strict par l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, les pneumatiques neufs maintenus sur le site jusqu'à la fin de l'année 2017 ne sont pas des déchets et n'ont aucune connexité avec la rubrique 2718 qui fait l'objet des garanties financières. En conséquences ces pneumatiques n'ont pas à être pris en compte pour la détermination du montant des garanties financières.

Sous réserve de ces dispositions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de Loir-et-Cher de valider le montant de garantie financière proposé par l'exploitant et donc de l'exonérer de la constitution de cette garantie.



V GESTION DES SOLS POLLUÉS

V.1 Rappel chronologique

V.1.1 Milieu « sols »

Le site exploité par RECAM SONOFADEX a fait l'objet de plusieurs études visant à caractériser l'impact du site en termes de pollution des sols :

- document APAVE intitulé « Diagnostic de sol potentiellement pollué » d'avril 1999
- document APAVE intitulé « Évaluation simplifiée des risques » (ESR) transmis par courrier du 5 juillet 2001 ;
- document APAVE intitulé « Diagnostic approfondi » transmis par courrier du 18 mai 2006 ;
- document APAVE intitulé « Diagnostic approfondi : étude des eaux souterraines et superficielles » et notamment le schéma conceptuel qui y figure, transmis par courrier du 22 janvier 2009 ;
- document APAVE intitulé « Problématique de pollution des eaux de surface / Fossé Est : proposition d'action de dépollution » transmis par courrier du 21 mars 2011,

- document APAVE intitulé « Problématique de pollution des sols de 4 zones de pollution : bilan coûts-avantages » transmis par courrier du 30 août 2011,
- document OTE Ingénierie intitulé « Réalisation d'un diagnostic de pollution des sols » daté de novembre 2014.

Ces différentes études caractérisent principalement l'état de pollution des sols au droit du site en recherchant les hydrocarbures et les métaux. L'ESR de 2001 et le diagnostic de 2014 ont pris en compte les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) tandis que les BTEX (Benzène, Toluène, Xylène, Étylbenzène) n'ont été recherchés qu'en 2001, uniquement dans les sols.

L'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 a prescrit l'exécution du plan de gestion réalisé en 2011 pour le fossé Est, impliquant sa dépollution, ainsi que la réalisation d'un plan de gestion suite au bilan coût-avantage élaboré en 2011 pour 4 zones de pollution identifiées.

Aucun document ne permet d'établir le caractère effectif de la dépollution du Fossé Est, même si l'exploitant a pu justifier de l'envoi de 22 t de terres polluées en biocentre (correspondant à environ 30 % de la quantité de terres attendue pour le traitement du fossé Est). Le plan de gestion prescrit n'a quant à lui jamais été réalisé.

V.1.2 Milieu « eaux souterraines »

Une surveillance des eaux souterraines a été mise en place progressivement à partir de 2000. Quatre phases sont identifiables concernant l'organisation de la surveillance récente, impactant les enseignements qui peuvent en être tirés :

- Surveillance mensuelle en 2008, portant sur 6 piézomètres (PZA, PZG, PZ1, PZ2, PZ3, PZ4) puis 5 en août et septembre (pas d'analyses sur PZA) et enfin 3 à partir d'octobre (restent PZ1, PZ3 et PZG).
- 3 à 4 mesures par an de 2009 à 2013, pas forcément réparties équitablement sur l'année (pas de mesure entre juillet 2009 et août 2010).
- Absence de surveillance en 2014 et 2015 en raison des difficultés financières rencontrées par la société RECAM SONOFADEX.
- Reprise de la surveillance à une fréquence semestrielle à partir de janvier 2016 sur l'ensemble des paramètres et ouvrages prescrits par l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012.

L'interprétation des résultats est de plus rendue difficile par l'absence de caractérisation de l'écoulement de la nappe lors des mesures. Ainsi la dernière détermination du sens d'écoulement remonte à 2008.

L'arrêté préfectoral du 5 mars 2012 prescrivait de plus la réalisation d'une étude environnementale visant à évaluer un éventuel impact hors site. Cette évaluation devait notamment s'appuyer sur la réalisation d'analyses dans les puits particuliers situés aux abords du site. Ces analyses n'ont pas été effectuées à ce jour, même si l'exploitant a obtenu en 2016 l'accord des propriétaires pour leur réalisation.

V.2 Synthèse des connaissances quant à l'état de pollution des sols

V.2.1 Sources de pollution identifiées

Les études réalisées notamment en 2006 et 2009 ont permis d'identifier 5 sources de pollution sur le site.

La première est le fossé Est qui capte les eaux pluviales d'une partie du site et rejoint le Néant en suivant la voie ferrée. Un plan de gestion a été réalisé en 2011 en vue de la suppression de cette source. L'exploitant a déclaré avoir procédé au curage du fossé et a produit une facture ainsi qu'un bordereau de suivi de déchets dangereux attestant de l'envoi de 22 t de terres polluées en biocentre. Toutefois en l'absence de rapport d'exécution des travaux il n'est pas possible de conclure quant à l'efficacité de cette mesure de gestion. Les quatre autres sources de pollution identifiées sont localisées sur la figure ci-après. Les polluants identifiés sont le plomb, les hydrocarbures et dans une moindre mesure les HAP.



Localisation des sources de pollution identifiées sur le site

V.2.2 État des eaux souterraines

La masse d'eau concernée est la nappe superficielle des Sables de Sologne, qui s'écoulerait du Sud-Sud-Ouest vers le Nord-Nord-Est d'après les conclusions de l'APAVE en 2008.

Les diverses analyses réalisées entre 2008 et 2016 conduisent à identifier 4 polluants présents de manière récurrente et en quantité significative dans les eaux. Il s'agit de l'arsenic, du nickel, du plomb et du zinc. Des traces de HAP (naphtalène et phénanthrène) ont également été épisodiquement relevées.

D'après les résultats des investigations menées, trois piézomètres sont plus particulièrement impactés ; ils sont notés PZ1, PZ3 et PZG. Ce sont également ceux qui ont fait l'objet du suivi le plus régulier. PZ3 et PZG se situeraient plutôt à l'amont du site, PZ1 étant implanté plus à l'aval. (Cf. positionnement des piézomètres sur le plan en annexe).

Les valeurs maximales observées sont récapitulées dans le tableau suivant. Elles sont comparées aux limites de qualité des eaux brutes de toute origine utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine et aux normes de qualité environnementales (NQE) existantes.

Paramètre	Valeurs-guides		Concentrations maximales observées (µg/l)		
	NQE	AM du 11/01/2007	PZ1	PZ3	PZG
Arsenic	10	100	20	47	42
Nickel	20	-	80	18	23
Plomb	10	10	6	12	28

L'examen des données disponibles permet de constater les faits suivants :

- Une contamination récurrente des eaux souterraines par du nickel est constatée au droit du piézomètre PZ1 (80 µg/l au maximum). Des teneurs plus faibles, proches de la valeur-seuil, sont observées au niveau des piézomètres PZ3 et PZG.
- La NQE est dépassée ponctuellement pour le plomb au droit des piézomètres PZ3 et PZG.
- Des dépassements de la NQE pour le paramètre arsenic sont observés au droit des piézomètres PZ1, PZ3 et PZG. Les dépassements sont globalement plus fréquents et plus importants au droit de PZG (42 µg/l au maximum), et moins importants au droit de PZ1. Toutefois la limite de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable est loin d'être atteinte.

Les résultats des investigations menées par les différents bureaux d'étude étant intervenus sur le site font donc apparaître une contamination des eaux souterraines circulant au droit du site en nickel et en arsenic. La source de ces polluants n'est pas identifiée, même si les activités antérieurement exercées sur le site (fonderie de plomb notamment) peuvent expliquer cette pollution. La diminution de la teneur en arsenic entre PZG et PZ1 et le positionnement amont de PZG nécessitent de plus d'envisager l'existence d'une source externe au site. Les sources de pollution au plomb qui ont quant à elles été identifiées semblent n'être quant à elles mobilisées que de façon ponctuelle, avec un impact limité sur le milieu.

Enfin, les analyses de l'eau des puits particuliers situés autour du site prescrites en 2012 n'ont toujours pas été réalisées, ; de ce fait et l'absence de piézomètre à l'aval du site il n'est pas possible de conclure formellement sur la compatibilité entre l'état des eaux souterraines et les usages constatés. Toutefois, l'exploitant a engagé les démarches en vue de la réalisation de ces mesures début 2017 et l'implantation d'un nouveau piézomètre en limite nord-est du site devrait permettre de mieux appréhender l'état des eaux souterraines à l'aval.

V.2.3 Incertitudes

Les éléments décrits au paragraphe précédents résultent d'une simple lecture des informations dont dispose l'inspection des installations classées. Une analyse plus approfondie invite à relativiser ces éléments. En effet, la densité du réseau piézométrique n'est pas homogène ; si le nord du site est relativement bien maillé, les données sont beaucoup moins nombreuses au centre et au sud du site. Ainsi le sens d'écoulement de la nappe est mal connu dans ces parties du site. De même la disposition des piézomètres ne permet pas de caractériser l'aval supposé de toutes les sources de pollution identifiées.

Il est donc difficile en l'état actuel des investigations de se prononcer sur l'impact de la pollution des eaux souterraines à l'aval du site.

V.3 Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments décrits précédemment, l'inspection des installations classées constate que malgré la réalisation de multiples investigations depuis 1999, la connaissance de l'état de pollution du site et des voies de transfert potentielles reste parcellaire.

En conséquence, il semble nécessaire en premier lieu de prescrire la réalisation d'une évaluation environnementale qui pourra par exemple s'appuyer sur la démarche d'interprétation de l'état des milieux. L'objet de cette étude sera le suivant :

- Vérifier que le réseau de surveillance actuel est adapté au suivi de l'impact de la pollution du site sur la qualité des eaux souterraines.

- En déduire l'expansion géographique du panache de pollution à l'extérieur du site ;
- Évaluer le risque induit par cette pollution pour les usagers de la nappe à l'extérieur du site.

Cette étude s'appuiera notamment sur les investigations déjà réalisées ou prescrites et les moyens de surveillance en place.

Pour ce qui concerne la pollution présente sur le site, l'exploitant élaborera un plan de gestion global pour les sources de pollution identifiées. La partie Sud du site fera l'objet d'un traitement particulier au vu du peu d'informations disponibles. L'exploitant s'attachera également à localiser la source de pollution des eaux souterraines au nickel. Le plan de gestion s'appuiera autant que possible sur les investigations déjà réalisées.

Enfin, l'exploitant devra élaborer des propositions de servitudes d'utilité publiques dans les cas suivants :

- Proposition de maintien en place de sources de pollution identifiées sur le site ;
- Incompatibilité des usages de la nappe avec la pollution observée à l'extérieur du site.

Des prescriptions en ce sens sont proposées dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

VI CONCLUSIONS

En conclusion, il apparaît que le site exploité par la société RECAM SONOFADEX à NOUAN-LE-FUZELIER a subi d'importantes évolutions. Après examen des diverses informations fournies par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de Loir-et-Cher :

- d'acter la cessation d'activités susmentionnée et d'encadrer la mise en sécurité du site par des prescriptions fondées sur les engagements de l'exploitant ;
- d'acter la mise à jour de la situation administrative du site incluant une importante diminution des activités relevant de la législation applicable aux installations classées ;
- de valider le montant de garantie financière proposé par l'exploitant et donc de l'exonérer de la constitution de cette garantie ;
- de mettre à jour les prescriptions applicables à la société RECAM SONOFADEX pour son site de NOUAN-LE-FUZELIER en tenant compte de sa cessation partielle d'activité et de la nécessité de mettre en œuvre une approche globale de la problématique de la gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines au droit du site.

Un projet de prescriptions en ce sens est joint au présent rapport.

L'inspecteur de l'environnement,

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur
le Préfet de Loir-et-Cher,

22 MARS 2017

Le chef du Service
Environnement Industriel et Risques